



Cette année, les agents des services d'accueil de la DGFIP assurent la réception du public dans le cadre de la sortie des avis d'imposition, et ce dans un contexte particulier.

Cette campagne des avis intervient alors que les pouvoirs publics continuent de vouloir imposer leur projet de déstructuration des services vendu comme une « géographie revisitée » ou une « déconcentration de proximité ». C'est aussi la première depuis la mise en oeuvre du prélèvement à la source (PAS). Et pour couronner le tout, les premières annonces du projet de loi de finances 2020 laissent augurer une nouvelle baisse en termes de moyens humains et budgétaires.

L'intersyndicale DGFIP, Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP, et CFDT/CFTC Finances publiques, a pourtant maintes fois alerté les responsables politiques et administratifs sur la situation alarmante de notre administration, tant au regard de la qualité des missions qu'elle exerce et du service public qu'elle rend que des conditions de travail de plus en plus dégradées de ses personnels.

Déjà lourdement sollicités en début d'année, du fait de la mise en oeuvre du PAS, les services de la

DGFiP en charge de la fiscalité des particuliers voient arriver un nombre croissant de contribuables. Le CIMR (crédit d'impôt de modernisation du recouvrement), les réductions et crédits d'impôts, sont autant de dispositifs nouveaux, dans le cadre de la mise en place du prélèvement à la source, qu'il faut expliquer alors que les services sont au bord de la rupture faute de moyens.

Des moyens qui seront à nouveau en baisse, notamment sur le plan humain, avec une énième saignée de 10 000 emplois sur l'ensemble du quinquennat annoncée à l'occasion du débat d'orientation budgétaire pour 2020. Le ministère des comptes publics, donc essentiellement la DGFiP et la Douane, absorberait ainsi 2/3 des disparitions d'emplois de toute la Fonction Publique d'État !

Enfin, le nouveau projet de transformation de la DGFiP va remettre totalement en cause l'organisation de la DGFiP, sa structuration, les droits et garanties des agents. Ce projet, vendu de façon trompeuse aux élus locaux comme un renforcement du service public de proximité, n'est qu'un leurre. En effet, ces nouvelles cartographies mélangent l'évolution du réseau territorial de la DGFiP « proprement dit » et celle de « points de contacts » généralistes. Parmi ceux-ci, les maisons France service, qui ne sont pas des services de la DGFiP, n'auront vocation qu'à offrir un accès au numérique .

Face à la destruction inégalée de la DGFiP, l'intersyndicale DGFiP Solidaires, CGT, FO et CFDT-CFTC Finances publiques appelle tous les personnels à une mobilisation nationale massive le 16 septembre 2019. Cet appel à une journée nationale de grève sera le point de départ d'une nouvelle mobilisation des personnels de la DGFiP , partout sur le territoire, sous des formes d'actions variées décidées localement en assemblées générales.

fichiers:



[Télécharger 2019_08_19_communique_de_presse.pdf](#) (1.02 Mo)

Public: [Infos / actions](#)

[Nouveau Réseau de Proximité - Action Publique 2022](#)

- [A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank